

Entretien d'actualité du 14 juin 2018

Entretien d'actualité n° 64 avec François Asselineau

Le président de l'UPR parle des actualités récentes : de la crise franco-italienne, des nouvelles sur le front économique, du bilan du G7, de la rencontre entre Donald Trump et Kim Jong-un, des déclarations de Merkel sur la refonte de l'Europe, de la Macédoine, de la vente aux enchères record à Paris, de la vaisselle de l'Élysée et de l'*exit tax*.

Source : [UPR \(17 juin\)](#)

La fin de l'"exit tax" pourrait coûter 6 milliards à l'Etat

Selon Bercy, le manque à gagner causé par la fin de l'*exit tax* serait plus de deux fois supérieur à celui anticipé par le gouvernement. Macron a ouvert une boîte de pandore budgétaire et fiscale.

Source : [Le Monde \(12 juin\)](#)

Élysée : les Macron ont commandé pour 500 000 euros de vaisselle

La présidence avait indiqué au JDD que cette commande ne coûterait que 50 000 euros. Mais, selon des informations du Canard Enchaîné, le coût réel de cette commande serait d'un demi million d'euros..

Source : [Le Dauphiné Libéré \(10 juin\)](#)

Pendant que le peuple des sans-dents souffre de la déflation salariale imposé par l'euro, le roi Macron s'offre une nouvelle vaisselle payée par le contribuable.

Athènes et Skopje s'entendent sur le nom de « République de Macédoine du Nord »

Athènes comme Skopje voulaient résoudre ce conflit avant le sommet européen du 28 juin et le sommet de l'OTAN prévu les 11 et 12 juillet, où il sera question de l'adhésion de la « République de Macédoine du Nord » à ces deux organisations internationales. Jusqu'à présent, Athènes bloquait ces processus. Mais encore faut-il maintenant qu'Athènes et Skopje convainquent leurs Parlements respectifs de ratifier l'accord trouvé.

Source : [Le Monde \(12 juin\)](#)

Donald Trump : «La Crimée est russe parce que tout le monde parle russe en Crimée»

Lors du G7, Donald Trump a pris position en faveur de la Russie. La Crimée a été rattachée à la Russie par référendum en 2014, entraînant une condamnation internationale et des sanctions contre Moscou. La Russie avait également été exclue du G8 et le Royaume-Uni, avec la France et l'Italie, a refusé toute réintégration de la Russie.

Source : [RT \(14 juin\)](#)

Sommet de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghai)

L'OCS compte parmi ses membres la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et plusieurs pays d'Asie centrale. La Chine

devrait pousser lors du sommet ses « Nouvelles routes de la soie », colossal projet d'infrastructures à travers l'Asie, l'Europe et l'Afrique. Moscou, comme Pékin, voit dans l'Organisation de Shanghai un moyen de faire contrepoids à l'influence des Etats-Unis et de l'Otan. L'OCS pourrait accorder un statut de membre à l'Iran pour lui témoigner son soutien face au retrait américain de l'accord nucléaire.

Source : [Romandie \(9 Juin\)](#)

Satisfaite du G20, la Russie n'a pas l'intention de réintégrer le G8

«Au sein du G20, les ultimatums ne marchent pas et vous avez besoin de parvenir à des accords», a indiqué M. Lavrov, vantant le format du G20 comme «un mécanisme destiné à parvenir à un consensus». «Je pense que c'est le format le plus prometteur pour l'avenir».

Source : [L'Avenir \(9 juin\)](#)

Le G7 prétend débattre de sujets mondiaux comme la croissance ou le commerce international tout en mettant sur la touche des géants comme la Chine, l'Inde et le Brésil. Représentant moins de 10% de la population mondiale et moins de 30 % du PIB mondial, le G7 est une scorie du passé.

ONU : Les Etats-Unis s'opposent à une protection internationale pour les civils palestiniens

Les Etats-Unis ont mis leur veto à un texte présenté par le Koweït au Conseil de sécurité des Nations unies (ONU) qui demandait une protection du peuple palestinien et qui condamnait l'usage indiscriminé et disproportionné de la force

par Israël contre les manifestants dans la bande de Gaza. Quelques minutes plus tard, les Etats-Unis ont présenté un texte concurrent qui condamnait les agissements du Hamas.

Source : [Le Monde \(2 juin\)](#)

Cartes grises : les automobilistes au bord de la crise de nerfs

Lancée en novembre, la délivrance automatisée des cartes grises souffre d'énormes bugs informatiques. Environ 200.000 documents sont en attente. L'obtention d'une carte grise prend plusieurs semaines, voire plusieurs mois, contre 48 heures auparavant.

Source : [Les Echos \(11 juin\)](#)

L'[article 106 du TFUE](#) impose la mise en concurrence des services publics, donc leur privatisation in fine. Il s'agit aussi, dans l'idéologie européiste, de supprimer les départements à terme. Ainsi les préfectures se sont fait déposséder de la gestion des cartes grises, avec une migration catastrophique sur le service ANTS dont les Français paient encore les pots cassés.

L'Otan va renforcer ses structures, malgré le clash avec Donald Trump

Pour la première fois depuis la Guerre froide, l'Alliance atlantique va augmenter les moyens de ses états-majors. Donald Trump s'en est pris à nouveau lundi à ses alliés : « Les Etats-Unis paient la quasi-totalité du coût de l'Otan – protégeant les mêmes pays qui nous volent sur le commerce ».

Source : [L'Opinion \(11 juin\)](#)

Les vassaux sont priés de payer pour financer le complexe militaro industriel des Etats-Unis.

Mesure de rétorsion suisse contre l'UE

Si l'Union européenne ne prolonge pas l'équivalence boursière accordée à la Suisse, le Conseil fédéral pourrait à son tour obliger les bourses européennes à demander une reconnaissance pour négocier des actions suisses sur leur plateforme. «Ce que nous recevons, nous le donnons. Ce que nous ne recevons pas, nous ne le donnons pas non plus.» explique le ministre des finances suisse Ueli Maurer. Sans reconnaissance d'équivalence, les investisseurs de l'UE ne pourraient plus négocier des actions suisses. «On ne veut pas que la bourse suisse quitte le pays.» explique le secrétaire d'Etat aux questions financières Jörg Gasser.

Source : [Le Matin \(8 Juin\)](#)

La Suisse prouve qu'il est tout à fait possible de prendre des mesures souveraines à l'encontre d'une puissance économique plus importante.

Le ministère russe de la Défense accuse l'Armée syrienne libre et son allié US de préparer une «attaque chimique» en Syrie

Afin de mettre en scène une nouvelle «attaque chimique», l'Armée syrienne libre a acheminé des bonbonnes de chlore dans la région de Deir ez-Zor, a déclaré le ministère russe de la Défense. Après la provocation, la coalition dirigée par les États-Unis compte frapper des sites publics en Syrie, affirment les militaires.

Source : [Sputnik \(11 juin\)](#)

Nucléaire: la Russie va construire quatre réacteurs en Chine

Aujourd'hui, la Russie et la Chine sont les leaders de l'industrie nucléaire mondiale.

Source : [Le Figaro \(8 juin\)](#)

Hier il pose avec Macron, aujourd'hui il est chez le «logeur de Daech»?

À en croire une vidéo postée récemment sur le compte Snapchat de Jawad Bendaoud, le «logeur» des terroristes du 13 novembre 2015, ce dernier a accueilli chez lui Makao, un ancien garde du corps d'Emmanuel Macron.

Source : [Sputnik \(10 juin\)](#)

La fin de la Mondialisation ?

Des changements géo-politiques majeurs sont en cours. Les derniers sommets du G7 et de l'OCS ont été très riche en enseignements. Afin de mieux comprendre, voilà un recueil d'analyses.

La diplomatie française retiendra-t-elle les leçons des sommets internationaux de Charlevoix et de Qingdao ?

Emmanuel Macron et ses conseillers semblent incapables de

comprendre cette réalité et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Au lieu de chercher, avec le plus grand nombre d'États du monde et les puissances émergentes, à défendre le multilatéralisme, la paix et la coopération, qui garantissent aussi les intérêts de la France, il continue de croire qu'une « offensive de charme » et d'à-plat-ventrisme lui permettra, ainsi qu'à l'Europe, de gagner les faveurs tant convoitées du parrain américain. Imbibé d'un tel esprit d'abandon et de fausse assurance, la diplomatie française risque de ne tirer aucune leçon de ces sommets internationaux.

Source : [Antoine Carthago](#)

Images en synthèse

Le contraste flagrant entre le G7 et le sommet de l'OCS, entre l'ancien monde qui se délite et le nouveau monde qui émerge n'a, cette fois-ci, échappé à personne. Même un média comme Le Monde s'en est fait écho, c'est dire. La prise de conscience qu'un changement de paradigme géopolitique est en voie d'achèvement va à présent se répandre inexorablement. Bienvenue dans le XXIe siècle

Source : [Régis Chamagne](#)

La fin du monde « made in » america ? G7 vs OCS !

En effet, pendant que nos 7 chefs d'État du monde libre jouaient au bras de fer et à la division, pour ne pas dire à se taper dessus dans une guerre fratricide, les chefs d'État du monde occupé et du clan je suppose des méchants, à savoir la Chine et la Russie, étaient réunis avec leurs alliés dans un truc du même principe que le G7 mais appelé OCS pour Organisation de Coopération de Shanghai ! Le G7 et l'OCS ont définitivement remplacé l'Otan et le Pacte de Varsovie. Les

logiques d'affrontement restent identiques.

Source : [Charles Sannat](#)

Alors que le G7 implose, la réunion de l'OCS confirme le nouveau siècle de la multipolarité

Les changements historiques dont nous sommes témoins n'ont jamais été aussi évidents que ces derniers jours. Le sommet du G7 a mis en évidence les limites de l'alliance atlantique, tandis que la réunion de l'OCS ouvre des possibilités sans précédent pour l'intégration eurasienne.

Source : [Fédérico Pieraccini](#)

Trump saborde le G7, et menace ses alliés de nouvelles taxes

La mondialisation heureuse », c'est fini.

En 1997, aux éditions Plon, l'euro péiste Alain Minc publie un livre hilarant : « La mondialisation heureuse. »

Dans ce livre au comique involontaire, le neuneu Alain Minc se félicitait de la chute du Mur de Berlin, en novembre 1989 : depuis la chute du Mur, toute l'espèce humaine faisait du commerce, toute la planète se lançait dans le commerce mondial, la mode était au libre-échange mondial généralisé, c'était la fête.

29 ans après la chute du Mur, la soi-disant « mondialisation heureuse » aboutit à un désastre total : désastre économique, désastre financier, désastre social, désastre environnemental.

Source : [Bruno Arfeuille](#)

Poutine et Xi supplantent le G6 + 1

Est contre Ouest : le contraste entre les « deux sommets

rivaux » ce week-end a été quelque chose d'énorme pour les livres d'histoire.

Trump, malgré toutes ses incohérences vertigineuses, semble avoir compris que le G7 est un mort-vivant, et que le cœur de l'action tourne autour de la Chine, de la Russie et de l'Inde, qui ne forment pas par hasard le nœud dur du BRICS.

Source : [Pepe Escobar](#)

La fin programmée de la mondialisation.

Pendant des décennies, on nous disait qu'il fallait tout simplement accepter que la mondialisation se mette en place. Jacques Parizeau, en 2001, la comparait à la marée pour illustrer qu'on ne pouvait la remettre en question. Il faut donc aujourd'hui accepter qu'elle va s'éteindre.

Source : [SIMON-PIERRE SAVARD-TREMBLAY](#)

Le grand retour du peuple et de la nation souveraine.

On doit la construction européenne d'aujourd'hui à Jean Monet qui haïssait à la fois la nation (cause de toutes les guerres) et la démocratie (source de faiblesse politique), ce qui en soi était à la fois idiot et faux historiquement puisqu'après tout, il n'y a jamais eu de guerre entre deux démocraties.

Et donc les disciples de Jean Monet, tous hauts fonctionnaires, tous non élus (belges, hollandais allemands mais surtout français,) ont créé au travers du temps deux étages d'abandons de souveraineté.

Dans un premier temps, chacun des pays de la communauté a abandonné des pans entiers de sa souveraineté à des institutions européennes non démocratiques, banque centrale,

cour de justice, commission, cour des droits de l'homme et que sais-je encore.

Et puis, une fois ces pouvoirs arrachés à chaque nation, on les transféra encore plus haut à des organisations « mondiales » du style ONU.,WTO, OMS ou vers des traités visant à « sauver la planète » (accords de Paris) qui empêchent les entreprises européennes ou américaines de faire concurrence à leurs consœurs Indiennes ou Chinoises autorisées à polluer autant qu'elles le désirent.

Premières et seules victimes, les PEUPLES, les locaux.

Seuls gagnants, les hommes de Davos et le capitalisme de connivence.

Pour sauver les peuples européens de la misère et de l'esclavage auxquels ils sont promis, il faut sortir Bruxelles de l'Europe (appelons cela le Bruxit), c'est-à-dire détruire l'appareil politique supra national érigé à Bruxelles depuis 1990 et qui n'a aucune légitimité démocratique, faire disparaître le monstre financier qu'est l'Euro et renvoyer à leurs chères études les Barnier de ce monde.

Source : [Charles Gave](#)

G7: La fin de l'ordre ancien

Pour survivre comme pays et comme société avec ses règles et ses principes spécifiques, notre pays doit rompre tant avec la domination allemande qu'avec la domination américaine. Il doit retrouver sa souveraineté pleine et entière, et cherche à nouer de nouvelles alliances, par exemples justement avec l'OCS, car la présence de la France dans l'océan Indien la qualifie pour un poste d'observateur à l'OCS. Elle pourrait, alors, retrouver sa fonction de balancier entre les Etats-Unis et leurs vassaux et le nouveau monde qui est en train de se

développer vers l'Asie.

Source : [Jacques Sapir](#)

Un billet d'humeur (si, si, bonne) : Le G7 est mort, que faire d'un G6 ? Rien

Le modèle global mis en place par les Etats-Unis à la fin de la Seconde Guerre mondiale s'écroule sous nos yeux. Les Etats-Unis modifient les règles du jeu.

Mais combien reste-t-il encore d'Etats souverains? La mondialisation fonctionnait au prix du renoncement des pays à leur souveraineté en contrepartie d'une protection américaine, payée par la priorité des intérêts stratégiques américains. Or, comme le titre le New York Times, c'est ce monde que Trump détruit.

L'enfant chéri de la nouvelle Amérique pourrait ne plus être l'Allemagne, ni la France, mais l'Italie. La nouvelle Italie, qui revendique une souveraineté au sein de l'UE. Qui revendique une Europe des Etats, ayant droit à leurs intérêts stratégiques. L'Italie, qui peut être le maillon faible de l'UE. Mais un pays dans la ligne de mire, que l'UE va tenter à n'importe quel prix de transformer sur le modèle Tsipras. Alors, l'intervention de Trump soutenant officiellement ce nouveau gouvernement va lui donner du poids.

Et face à cette crise, l'on a pu assister à la réunion des pays de l'Organisation de Shanghai, réunion très constructrice entre pays qui défendent leurs intérêts propres. Deux mondes qui s'affrontent. L'un qui se dépérit, l'autre qui se relève. Et l'excellent réaction du porte-parole du Kremlin concernant la proposition de réintégrer la Russie dans le G7: la Russie a aujourd'hui d'autres priorités.

Source : [Karine Bechet-Golovko](#)

Sommet de l'OCS (Organisation de Coopération de Shanghaï)

L'OCS compte parmi ses membres la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et plusieurs pays d'Asie centrale.

La Chine devrait pousser lors du sommet ses « Nouvelles routes de la soie », colossal projet d'infrastructures à travers l'Asie, l'Europe et l'Afrique.

Moscou, comme Pékin, voit dans l'Organisation de Shanghai un moyen de faire contrepoids à l'influence des Etats-Unis et de l'Otan.

L'OCS pourrait accorder un statut de membre à l'Iran pour lui témoigner son soutien face au retrait américain de l'accord nucléaire.

Source : [Romandie \(9 Juin\)](#)

Satisfaite du G20, la Russie n'a pas l'intention de réintégrer le G8

«Au sein du G20, les ultimatums ne marchent pas et vous avez besoin de parvenir à des accords», a indiqué M. Lavrov, vantant le format du G20 comme «un mécanisme destiné à parvenir à un consensus». «Je pense que c'est le format le plus prometteur pour l'avenir».

Source : [L'Avenir \(9 juin\)](#)

Le G7 prétend débattre de sujets mondiaux comme la croissance ou le commerce international tout en mettant sur la touche des géants comme la Chine, l'Inde et le Brésil. Représentant moins de 10% de la population mondiale et moins de 50 % du PIB mondial, le G7 est une scorie du passé.

Yvelines. Les agriculteurs annoncent un blocage des dépôts de carburant en fin de semaine

« Faites le plein de **carburant** avant dimanche », tel est le conseil que la **FDSEA (Yvelines)** et les **Jeunes Agriculteurs** donnent aux automobilistes.

Par le biais d'un communiqué, ils font savoir qu'à compter de ce dimanche 10 juin, ils **bloqueront les raffineries et les dépôts de carburant**, pour une durée indéterminée. Le mouvement sera national et la région parisienne ne sera pas épargnée.

*Une action qui intervient : « A cause des incohérences du gouvernement, qui d'un côté fait voter une loi pour une alimentation durable et de l'autre signe des accords de libre échanges (CETA, MERCOSUR) pour importer des produits alimentaires. Paris sans carburant sera le symbole de la vision « macroniste » d'une **agriculture** sans paysan. En visant les raffineries, c'est **le gouvernement** que nous visons : lieux stratégiques pour l'Etat, elles symbolisent les distorsions de concurrence dont nous sommes victimes.*

Il est nécessaire de mettre fin aux importations qui ne respectent pas nos standards de production et conduisent à des distorsions de **concurrence** intolérables pour les agriculteurs français. Vouloir une agriculture française durable sans revenu pour ses **paysans** est totalement incohérent. Sans le soutien de ses concitoyens, l'agriculture française va disparaître... »

Source : [Actu78 \(6 juin\)](#)

CETA e MERCOSUR sont des accords de libre échanges négociés par un commissaire européen qui ne défend pas les intérêts de la France. Il est donc tout à fait logique que des pans entiers de notre économie soient totalement sacrifiés. Faciliter les importations de produits agricoles est peut être très bien pour la Finlande mais désastreux pour la France. Une fois ces accords conclus, ils sont certes ratifiés par les parlements nationaux mais seul le parlement Wallon s'y est opposé un moment avant de céder à la pression.

L'Union européenne nous impose une politique de libre-échange mondialisé qui place les agriculteurs français dans une concurrence insupportable avec les agriculteurs de pays dont les charges et les normes sont très basses. Nos éleveurs, par exemple, sont menacés par les accords avec le Canada et le Mercosur : le bœuf canadien coûte moitié moins que le bœuf français, le bœuf argentin 4 fois moins ! Cette situation contraint les agriculteurs à une course folle à la productivité, au détriment de leur santé et de l'environnement. Et elle les soumet à l'avidité des multinationales, qui exercent un lobbying intense à Bruxelles.

À cause de notre appartenance à l'Union européenne, c'est désormais l'existence même de l'agriculture française qui est en jeu.

Il faut en effet savoir que :

Les traités européens interdisent

- les aides nationales aux secteurs en difficulté
- l'établissement de taxes douanières nationales et de quotas à l'importation
- toute mesure de protection de la production et des terres agricoles

La Commission européenne, non élue, décide

- du montant des subventions et des secteurs subventionnés
- des négociations des accords de libre-échange (Mercosur, CETA, TAFTA, etc.)
- des normes environnementales, sociales et sanitaires à respecter

Les subventions « européennes » sont en fait intégralement payées par les Français

La France verse en effet chaque année à l'UE 9 milliards de plus qu'elle n'en reçoit.

Sans l'UE, nous pourrions enfin consacrer plus d'argent aux agriculteurs !

En raison de son appartenance à l'Union européenne, il est devenu absolument impossible à la France de conduire une politique agricole qui soit dans l'intérêt des producteurs comme des consommateurs.

L'UPR propose donc de sortir de l'Union européenne par l'article 50 du TUE, afin de pouvoir

- remplacer la PAC par la PAN (politique agricole nationale) : ce sont les Français qui décideront du montant des subventions et du périmètre de leur allocation
- instaurer des taxes et des quotas à l'importation, et exiger la réciprocité des normes
- garantir un revenu digne et stable aux agriculteurs, en réglementant les marges et en assurant un prix minimal de vente
- orienter le marché vers les productions locales et favoriser les circuits courts
- subventionner l'agriculture familiale et aider les jeunes exploitants à s'installer
- encourager activement l'amélioration de la qualité des aliments, la préservation des sols et des terroirs et le respect accru de l'environnement

Conséquence de l'expansion de l'Union Populaire Républicaine : L'inauguration du nouveau siège de l'UPR le dimanche 27 mai 2018 à Paris.

Le dimanche 27 mai 2018 a été à la fois une journée commémorative, militante et consécutive à l'expansion de notre mouvement.

- [Une journée commémorative du 75ème anniversaire de la 1ère réunion du conseil national de la résistance.](#)
- Une journée militante pour l'UPR d'Ile de France réunit par François Asselineau à Nanterre en début d'après-midi.
- Une journée inaugurale du nouveau siège de l'UPR au 28, rue Basfroi 75011 Paris que nous avons rejoint en milieu d'après-midi (Notre photo). Ce nouveau siège beaucoup plus grand est un signe indéniable de notre expansion et nous encourage à poursuivre nos efforts.

Une fois de plus, la délégation des Yvelines était fortement représentée. Merci à tous.

